

## Deux G2

L'actualité économique est remplie des frasques du couple nippo-américain; l'actualité politique pleine des préparatifs de l'accord stratégique entre l'URSS et les Etats-Unis.

Sur ce dernier point et malgré l'extraordinaire talent de M. Gorbatchev pour renouveler les données du jeu diplomatique et déconcerter ses interlocuteurs, la situation présente de face à face américano-soviétique n'est pas nouvelle. En revanche, la limitation à seulement deux participants d'une partie importante des discussions économiques est une évolution récente.

Sans même remonter plusieurs années en arrière, à l'époque où les dirigeants de l'OPEP, par exemple, avaient leur mot à dire, il y a encore peu, les grands débats économiques internationaux concernaient un nombre d'acteurs plus élevé, et l'on n'aurait pas pu imaginer que l'Europe en soit totalement exclue.

Aujourd'hui, parce que le Japon pèse pour presque 60 milliards de dollars dans le déficit commercial américain, qui a atteint 170 milliards en 1986, parce qu'au moment où les Etats-Unis devenaient le premier débiteur mondial, le Japon devenait le premier créancier, parce que les Japonais souscrivent environ au tiers des émissions de bons du Trésor qui couvrent le gigantesque déficit fédéral américain, c'est entre ces deux pays que se polarisent les tensions de l'économie mondiale. En matière commerciale comme en matières économique et monétaire, ce sont les relations nippo-américaines qui occupent le devant de la scène.

Ainsi l'Europe se trouve-t-elle apparemment absente des grands débats du monde.

---

On peut comprendre les raisons objectives et subjectives qui ont conduit à cette situation. Mais, au moins en ce qui concerne les enjeux économiques, il est certain qu'elle risque d'entraîner des déconvenues.

En matière monétaire d'abord, aucun accord bilatéral entre les Etats-Unis et le Japon, du type de l'accord Baker-Miyazawa de l'automne 1986, ne pourra permettre une stabilisation durable des taux de change. Le mark et les autres monnaies européennes continueraient, dans cette hypothèse, à s'apprécier, informant les marchés de la fragilité de l'accord bilatéral.

En matière commerciale ensuite, l'Europe a aussi des raisons de s'inquiéter de l'évolution des exportations et des importations japonaises, et de souhaiter que des décisions soient prises, qui permettent d'inverser cette évolution. Et il serait hautement préférable que, plutôt que de recourir à des actions unilatérales et risquées, les Etats-Unis reviennent à une approche multilatérale de ces questions.

En matière économique enfin, il est probable que, dans les circonstances actuelles, les possibilités d'accélérer la croissance sont au moins aussi grandes en Europe qu'au Japon. L'Europe, après avoir buté durement sur un certain nombre de contraintes et vu sa position relative se détériorer, a eu, au début des années quatre-vingt, le courage de diagnostiquer l'« Eurosclérose » et d'analyser les risques de « fracture ». Elle a commencé de réagir en modérant son niveau de vie, en reprenant ses efforts d'investissement et de recherche, en supprimant des rigidités, en entreprenant la construction du Grand marché communautaire. Si elle a suffisamment de volonté et d'opiniâtreté pour persévérer, elle peut maintenir son rang dans l'économie mondiale, et démontrer par là que, dans le monde de demain, il faudra compter avec elle.

Jean-Michel Charpin  
*Directeur du CEPII*